

# Le Rwanda, une épreuve de vérité pour la politique africaine d'Emmanuel Macron

Colette Braeckman

Le Soir, 13 décembre 2017

A Ouagadougou, Emmanuel Macron l'avait annoncé haut et fort : la « Françafrique » c'est fini. Finies les relations spéciales entre Paris et son « pré carré » francophone, finis les petits secrets et les grands services entre amis. Si la promesse est séduisante, reste l'épreuve des faits. Le poids de ces pages du passé qui n'ont été ni tournées, ni corrigées. Tant de secrets gisent encore dans les coffres et les dossiers, qu'il s'agisse des circonstances de la mort de Thomas Sankara au Burkina Faso, ou plus proche de nous, de la liquidation de Kadhafi. Mais c'est bien le Rwanda qui sera le véritable test de la sincérité du jeune président. Car en France, ceux qui ont laissé se commettre le dernier génocide du 20<sup>e</sup> siècle, ceux qui ont fourni des armes aux bourreaux et protégé les criminels, ceux qui ont précipité la

déstabilisation du Congo avec l'opération Turquoise, ceux qui ont multiplié les mensonges et dissimulé les preuves, sont toujours bien présents. Au sommet, sinon aux commandes de l'establishment militaire, politique, diplomatique, voire médiatique... Seul l'établissement de toute la vérité, (entre autres via l'ouverture des archives et la déclassification de tous les documents) accompagné d'une réponse claire à la question des réparations, pourra apporter un peu de sérénité aux survivants rwandais et rendre à la France un honneur entaché par la pire des accusations, celle d'avoir été complice du massacre d'un million d'hommes et de femmes. L'hypothèque rwandaise est loin d'être levée : aux yeux de toute l'Afrique sinon au regard de l'histoire, c'est à cette aune là que sera jugée la politique africaine de la France.